

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SIB

9 rue du Moulin
89390 Cry

Références : 2023-074
Code AIOT : 0005400203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement SIB implanté Les Closez Gruillet 21290 Montmoyen. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIB
- Les Closez Gruillet 21290 Montmoyen
- Code AIOT : 0005400203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIB a été autorisée à renouveler, à étendre et à approfondir l'exploitation de la carrière de pierres marbrières calcaires de Montmoyen par arrêté préfectoral du 6 janvier 2015 pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 8.4.1.	/	Sans objet
3	Garanties financières – Actualisation	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.5.	/	Sans objet
4	Révision des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.6	/	Sans objet
10	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 4.3.2.2.	/	Sans objet
11	Surveillance des eaux en sortie de séparateur	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 8.2.1.1.	/	Sans objet
13	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 8.4.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières – Constitution	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.2.	/	Sans objet
5	Périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.2.2.	/	Sans objet
6	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.4.1.	/	Sans objet
7	Information du public	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.3.1.	/	Sans objet
8	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.3.3.	/	Sans objet
9	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.4.2.	/	Sans objet
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 7.5.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est peu exploitée, l'exploitant envisage une cessation d'activité anticipée.
L'attention de l'exploitant est appelée sur l'adéquation des garanties financières et sur le bon entretien du séparateur d'hydrocarbures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 8.4.1.
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'évolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier plan topographique daté du 22 février 2017. NON-CONFORMITE : Le plan n'a pas été mis à jour à une fréquence annuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières – Constitution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.2.
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). De 2014 à 2019 – 87 730 € De 2019 à 2024 – 96 468 € L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois de juillet 2014, soit 700,7.
Constats : Le dernier acte de cautionnement dont l'inspection dispose a été établi le 25 avril 2019 et garantit un montant de 96 468 € jusqu'au 1er juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières – Actualisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.5.
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;• lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation.
Constats : NON-CONFORMITE : Le montant des garanties financières n'a pas été actualisé depuis plus de 5 ans dans la mesure où le montant garanti par l'acte de cautionnement actuel est celui fixé par l'arrêté préfectoral du 06/01/2015. De plus, l'indice TP01 a augmenté de plus de 15 % entre la valeur de référence de juillet 2014 (700,7) et l'indice de mars 2022 (124,7*6,5345 ≈ 814,9).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Révision des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.6.6
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une révision du montant des garanties financières. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.
Constats : L'exploitant déclare que l'exploitation a été conduite sans strictement respecter le phasage. DEMANDE DE COMPLEMENTS: L'exploitant transmettra une description succincte des différences entre le phasage prévisionnel et l'état actuel de la carrière ainsi que le calcul du montant des garanties financières sur la base de la situation réelle de l'exploitation pour évaluer l'opportunité d'acter la modification des conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.2.2.
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 9ha 98a 29ca pour une surface exploitable de 4ha 71a 15ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).
Constats : Le plan topographique du 22 février 2017, la vue aérienne de juillet 2019 (Google Earth), ainsi que les constats sur site ne montrent pas de dépassement des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 1.4.1.
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.
Constats : La dernière campagne de production sur le site s'est déroulée en 2021. D'après les déclarations GEREP, la quantité produite a été de 10 000 t de roches ornementales cette année là. L'exploitant projette une cessation d'activité anticipée de la carrière. Le banc de surface exploité se réduirait en épaisseur au lieu d'être constant comme initialement prévu, la quantité de stériles est donc plus importante. Il est envisagé deux à trois années de travaux de remise en état et d'évacuation des stocks de blocs avant de procéder à la cessation. La poursuite de l'exploitation est envisagée en parallèle dans une moindre mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information des tiers est présent sur la voie d'accès au chantier et comporte les éléments attendus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.
Constats : Un merlon périphérique dissuade l'accès au site sur tout le périmètre. Une barrière fermée d'un cadenas interdit l'accès à l'intérieur de la carrière. Des panneaux signalant l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site sont disposés sur le pourtour de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 2.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent ses qualités agronomiques.
Constats : Les terres végétales sont stockées sur des hauteurs d'environ 1 mètre à 1,5 mètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2015, article 4.3.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbures n'a pas été vidangé depuis plusieurs années. D'après l'exploitant, la dernière vidange est antérieure à la dernière campagne de production en 2021.
NON-CONFORMITE: La fréquence d'entretien du séparateur d'hydrocarbures n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet